

Covid-19 : «Situation inquiétante» en Moselle avec 300 cas de variants sud-africain et brésilien

Le ministre de la Santé Olivier Véran se rendra sur place ce vendredi, où une concertation est prévue avec les préfets et les élus locaux.

Par Le Figaro avec AFP

Publié hier à 19:22,

Mis à jour hier à 21:10

Le ministre de la Santé s'est montré particulièrement préoccupé, lors d'un nouveau point sur la situation épidémique en France, par «*la situation inquiétante*» en Moselle, où 300 cas de variants sud-africain et brésilien ont été détectés en quatre jours seulement. Le département avait déjà recensé 200 cas supplémentaires de ce variant les jours précédents.

Olivier Véran se rendra dans le département vendredi afin d'*«évaluer la situation, échanger avec l'ensemble des élus du territoire, les acteurs de santé, le préfet, les responsables de l'Agence Régionale de Santé, et mener une concertation afin d'anticiper les réponses qu'il nous faudra trouver collectivement»*. Plus inquietant, *«les cas en Moselle ne peuvent pas tous être reliés à des foyers de contagion groupés (clusters), à des voyages à l'étranger ou à des contacts avec des personnes ayant voyagé»*, a-t-il alerté, soulignant que les autorités ne savaient pas encore expliquer une telle progression du nombre de cas, qui pourrait indiquer un début de diffusion non maîtrisée des variants.

Le maire (LR) de Metz, François Grosdidier, s'est montré favorable à un reconfinement local, sur BFMTV. *«Si ça se confirme avec ces centaines de cas et en plus avec ces variants africains, brésiliens sur lesquels le vaccin est manifestement inopérant, oui il faut prendre ces mesures»*, a-t-il déclaré. *«Même sur un plan économique, social et moral, il vaut mieux des mesures fortes mais courtes que des mesures qui se prolongent dans le temps mais sont sans effets»*, a encore estimé François Grosdidier.

Lors de son point presse, Olivier Véran a, par ailleurs, tenu à séparer les variants en deux catégories. Le Britannique d'abord, *«plus contagieux»*, mais qui ne résisterait pas aux vaccins actuels. *«Le variant britannique est responsable d'une infection sur 5 à une infection sur 4 à l'heure actuelle. Le couvre-feu, le respect des gestes barrières, les mesures de gestion nous ont déjà permis de freiner la diffusion de ce variant»*, a-t-il précisé. Le variant représenterait désormais 20 à 25% des contaminations contre 15% la semaine dernière.

Un reconfinement pas à l'ordre du jour

Les variants sud-africain et brésilien, ensuite, qui inquiètent particulièrement le gouvernement même s'ils circulent moins. *«Ils sont également plus contagieux et ils pourraient entraîner des réinfections de personnes ayant déjà eu le Covid. Ils arrivent à contourner l'immunité et ils sont moins sensibles aux vaccins»*. Le ministre a d'ailleurs pointé du doigt la responsabilité de ces variants dans la vague épidémique qui frappe Mayotte. Olivier Véran a également annoncé les résultats d'une étude basée sur 17.000 échantillons de tests positifs. *«La proportion de virus qui présente des mutations évocatrices des variants brésilien et sud-africain a augmenté. Elle serait de l'ordre de 4 à 5 % à l'échelle du pays»*. Les autres départements sont beaucoup moins touchés que la Moselle par ces deux variants. L'un des plus touchés, après la Moselle, reste la Dordogne avec environ 40 cas.

Olivier Véran est également rapidement passé sur un potentiel reconfinement, répétant que le gouvernement ferait tout son possible pour éviter une telle mesure: *«Les prochaines semaines nous diront si cela a suffi ou si nous devons nous résoudre à reconfiner le pays. Nous constatons que nous avons déjà gagné du temps et en tenant ensemble nous espérons gagner suffisamment de temps pour éviter un reconfinement. Nous devons toutefois le faire si nous devons constater une croissance exponentielle des contaminations et un risque avéré de saturation des hôpitaux. Pour l'instant, ce n'est pas le cas.»* Le ministre a, en effet, assuré que le nombre de contaminations reste stable et que la pression sanitaire *«reste forte mais n'augmente pas»*.

Pour tenter de lutter contre l'augmentation de ces cas, le gouvernement a d'ailleurs acté l'augmentation de la durée d'isolement pour tous les *«cas suspects de variants»*, a précisé Olivier Véran. Elle passera de 7 à 10 jours pour ces personnes. Un test PCR

devra être réalisé dès le premier jour par les cas contacts et un test sera également nécessaire pour la levée de l'isolement.